



**Bordeaux
& Technowest**

**favorisent le développement éconon
de la grande région de Bordeaux**

SOCIAL. Près de 3 000 délégués syndicaux d'usines liquidées ou en perte se sont retrouvés à New Fabris, dans la Vienne, pour tenter de relancer le syndicalisme de la base

Quand la base se rebelle



C'était émouvant et joyeux à la fois, comme si les gens étaient heureux de partager leur misère. Quand les coups durs sont là, on appelle cela la solidarité. Hier, dans la zone industrielle nord de Châtelleraut, de nombreuses délégations syndicales d'entreprises en difficulté ou carrément fermées sont venues dire leur soutien aux 366 salariés de New Fabris, fabricant de pièces automobiles.

Le tribunal de commerce a annoncé sa liquidation en juin dernier. Depuis, les ouvriers bataillent pour décrocher une prime de licenciement pour tous de 30 000 euros auprès de Renault et PSA, qu'ils fournissent exclusivement. Pour faire pression ils ont menacé début juillet de brûler leur ancien outil de travail et les pièces usinées, ainsi que de faire exploser cinq bonbonnes de gaz qu'ils ont mises bien en évidence à l'intérieur du site. Un ultimatum est fixé aujourd'hui, 31 juillet, midi (lire ci-dessous).

Hier, la manifestation se voulait nationale. Et elle l'a été. « Notre but est de regrouper un maximum de délégations et créer un

collectif pour se battre tous ensemble. Nous n'avons eu que huit jours pour organiser tout ça, mais les camarades ont répondu présent malgré les vacances. Ce qui n'est pas le cas de nos responsables syndicaux nationaux qu'on n'entend pas et à qui nous offrons une opportunité de se racheter », explique Guy Eyer mann, délégué CGT et secrétaire du comité d'entreprise des Fabris. Chaque nouvel arrivant était invité à laisser ses coordonnées sur un cahier prévu à cet effet.

Ford est là mais pas JLG

Apparaissent sur la liste les sociétés qui ont fait l'actualité sociale de ces derniers mois : Continental (Compiègne), Freescale (Toulouse), Rencast (Châteauroux), Philips (Dreux), Molex (Villemur), Ford (Blanquefort), Aubade (Saint-Savin) SBFM (Lorient), Goodyear (Amiens), Flextronics (Saint-Étienne), Peugeot (Saint-Ouen)... Manquent à l'appel les JLG de Tonneins (Lot-et-Garonne) qui ont obtenu 30 000 euros d'indemnités supralégales pour les 53 salariés licenciés en... menaçant de faire sauter leur usine à la bouteille de gaz. « Il nous fallait cinq heures de route et nous avons une nouvelle réunion avec la direction. Que les Fabris sachent que l'on est totalement avec eux. Nous, on a abouti grâce à leur idée et on espère bien qu'ils y arriveront aussi », s'est excusé le secrétaire du CE Christian Amadio.

Défense de la ligne dure

Denis Rivier (F0 Métallo Flextronics) a fait le déplacement, seul, depuis Saint-Étienne. « Même si je désapprouve la méthode, s'il n'y avait pas eu les bonbonnes de gaz nous ne serions pas là. Nous devons arrêter de nous bagarrer

Denis Rivier (FO Métallo Flextronics) a fait le déplacement, seul, depuis Saint-Étienne. « Même si je désapprouve la méthode, s'il n'y avait pas eu les bonbonnes de gaz nous ne serions pas là. Nous devons arrêter de nous bagarrer chacun dans notre coin. Il faut créer un véritable G8 syndical et se retrouver tous, par millions, au même endroit », dit-il. Dans les rangs, après une visite improvisée de l'usine, où des pièces neuves sont entassées par tonnes, 3 000 participants échantent des tracts et des autocollants.

Parmi les plus actifs, les six représentants des pneus Continental de Clairoux, que tout le monde surnomme les Conti. Eux sont parvenus à obtenir gain de cause dans leurs revendications. Ils ne regrettent pas le saccage d'une préfecture et défendent la ligne dure. « Qui sont les plus responsables de la misère, ceux qui mettent des bouteilles de gaz ou les patrons et les politiciens qui ferment et délocalisent ? » questionne Christian Lahargue.

Son collègue Xavier Mathieu est encore plus virulent : « Ils claquent dans le plan social le prix d'une usine neuve et ils y retrouvent encore leur compte. Notre avantage sur vous c'est d'être 1 200 au lieu de 300. À chaque manif et à l'AG quotidienne nous étions 600 et notre interlocuteur était allemand, c'est autre chose que Renault ou PSA. On n'a pas hésité à brûler des pneus de Porsche Cayenne à 400 euros pièce sur le pont de Compiègne et au bout, sur quatre mois de grève on ne m'a enlevé que trois jours de salaire », déclare-t-il à un petit groupe de Fabris impressionnés. Avec ses vingt-deux ans de boîte, il se félicite d'avoir obtenu 80 000 euros d'indemnités et 80 % de salaire versé sur un an. En revanche il ne décolère pas sur les fédérations au niveau national qui « sont juste là pour les photos à l'Élysée ». Bernard Thibault en prend pour son grade.

Dans les discussions, autour du barbecue saucisses offert par les pompiers de Châtelleraut, l'animosité est récurrente. « Ils sont devenus incapables de prendre une initiative. À force de vouloir se la jouer syndicat moderne en négociant avec le gouvernement et le président, ils ont perdu toute combativité. L'enjeu d'une journée comme aujourd'hui est de tisser des liens avec la base et de s'organiser pour une bagarre plus radicale. Si on y parvient nous n'aurons plus besoin des têtes pensantes », assure Philippe Poutou, venu de Gironde avec trois compères de la CGT représenter ce qu'il reste de Ford-Blanquefort.

Concert/débat à Blanquefort

Au passage il signale la tenue d'un concert et d'un débat auquel seront conviés tous les présents du jour pour le 5 septembre à Blanquefort. Vue la rentrée sociale morose qui s'annonce, les syndicalistes tentent d'inventer des nouvelles formes de lutte qui ressemblent finalement à celles utilisées il y a une vingtaine d'années.

Sur ces considérations, le cortège des Fabris pouvait s'élancer derrière la 2 CV, devenue symbole de leur combat, sur un trajet de 2 kilomètres en direction de la place de la Mairie. Les rares politiques présents ont préféré rester discrets en queue du peloton.

L'éphémère Premier ministre Édith Cresson, un autocollant Conti sur le dos, fermait la marche en tentant de convaincre une majorité de sceptiques qu'elle venait représenter le Parti socialiste.

La fin de l'ultimatum prévue aujourd'hui

Aujourd'hui à midi, le panneau à l'entrée de l'usine indiquera la fin de l'ultimatum lancé par les ouvriers de New Fabris. Vont-ils mettre leur menace de faire tout exploser à exécution ?

Pour l'instant, le geste de désespoir a fait son effet en attirant les médias. Il a également entraîné un retour de manivelle avec les déclarations des ministres du travail, Xavier Darcos, et de l'industrie, Christian Estrosi, qui rejettent toute médiation sous la contrainte. Ces derniers jours les syndicats se déchirent sur l'attitude à adopter et jouent au chat et à la souris.

Bouteilles de gaz

Hier les bouteilles vertes de Totalgaz ont fait leur réapparition dans la matinée avant d'être enlevées une heure plus tard. « Je refuse d'être filmé devant les bonbonnes. Ça, ce n'est plus nous. On ne menace plus mais aux dernières négociations nous en sommes toujours à 11 000 euros de prime, loin des 30 000 que nous réclamons. C'est l'impasse », explique Guy Eyermann, délégué CGT.

De son côté, le représentant FO Dominique Duval souhaite maintenir la pression jusqu'à la dernière seconde. Les bonbonnes

De son côté, le représentant FO Dominique Duval souhaite maintenir la pression jusqu'à la dernière seconde. Les bonbonnes font toujours partie de son plan. Ce matin les employés de l'ancien fabricant de pièces automobiles seront reçus dans la sous-préfecture de la Vienne où leur sera présenté le protocole d'accord.

Ensuite ils se retrouveront en AG vers 11 heures et décideront par vote à bulletin secret de la suite des événements. Pas grand monde ici ose croire qu'ils franchiront le pas de la destruction de leur ancien outil de travail, mais le doute plane toujours.

Après avoir perdu leur travail, voilà les 366 Fabris pris à leur propre piège. « Ce sont les syndicats qui ont lancé tout ça, mais il faut qu'ils sachent que si on fait tout péter nous n'aurons rien », assure cet employé aux douze ans de maison. La raison l'emportera-t-elle sur le désespoir ? Personne n'a jamais eu de réponse à cette question.

Auteur : JACKY SANUDO
ENVOYÉ SPÉCIAL
j.sanudo@sudouest.com

Tags : Economie Entreprises Travail Finance **blanquefort saint-savin saint-ouen tonneins**



[Lancer l'impression](#)

SUDOUEST.COM

Toute l'actualité régionale avec Sudouest.com

A découvrir : **Blogsudouest.com, créez votre blog gratuit** / Annonces en ligne : **Auto, Immo, Emploi, Légales.**

L'annuaire des associations (Béarn, Charente, Charente Maritime, Dordogne, Gers, Gironde, Landes, Lot-et-Garonne, Pays Basque)